

**Candidat au premier poste des Nations Unies,
Jayantha Dhanapala présente sa vision de la réforme**
Interview réalisée par Ayca Ariyoruk

23 janvier 2005

Le mandat du Secrétaire général Kofi Annan arrivant à terme à la fin de l'année 2006, les aspirants à sa succession ont commencé à soumettre leurs candidatures. Parmi eux, Jayantha Dhanapala, expert international sur le contrôle des armements et l'un des deux seuls prétendants à avoir officiellement reçu l'appui de leur pays pour leur candidature (l'autre candidat étant le Premier ministre adjoint de la Thaïlande Surakiart Sathirathai). Dans une interview qu'il a donné à « l'Ambassadeur Grill », l'un des restaurants favoris du milieu diplomatique, situé juste en face du Siège des Nations Unies à New York, Dhanapala a dit: "*il existe de bonnes choses aux Nations Unies. Nous devons préserver ce qui est bien et rétablir ce qui ne l'est pas.*"

L'entrevue a eu lieu le 7 janvier 2005 et a débuté par une question toute simple "pourquoi voulez-vous ce poste ?" Cette question acquiert une résonance particulière à un moment où beaucoup considèrent que le poste de Secrétaire général des Nations Unies est ingrat et chargé de difficultés. M. Dhanapala a répondu avec un aplomb diplomatique parfait que "*le sens du devoir et l'attachement aux principes des Nations Unies me motivent pour disputer ce poste.*" Il a ensuite expliqué que son nom avait été diffusé dans la presse en 1995, comme un possible remplaçant de Boutros Boutros-Ghali. Cependant, il n'était pas approprié à ce moment-là pour un non-africain d'être choisi. "*Dans la conjoncture actuelle, étant donné mon ferme engagement envers un multilatéralisme efficace, une longue expérience en diplomatie multilatérale et une vaste expérience accumulée en tant que fonctionnaire international, j'ai les outils, l'expérience et la vision pour guider cette organisation à laquelle j'ai été attaché pendant toute ma vie.*"

Historique

Dhanapala a commencé sa carrière au service des Affaires Etrangères du Sri Lanka en 1965 et au cours des 20 années qui ont suivi, il a été nommé successivement à Londres, à Pékin, à Genève, à Washington DC et à New Delhi. Il est titulaire d'une maîtrise de l'American University de Washington DC, et parle français, chinois, anglais et Sinhala. Il a dirigé l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) de 1987 à 1992, et il est l'auteur de la Diplomatie multilatérale et du Traité sur la non-prolifération (TNP). En 1995, Dhanapala a remporté une de ses plus grandes victoires diplomatiques, lorsqu'il a obtenu l'accord sur une prolongation indéfinie du TNP, lors de la conférence sur la révision et la prolongation du TNP. En 1997, Dhanapala vise le poste de directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), mais n'obtient pas le poste. On a dit à l'époque qu'il a manqué de l'appui de son gouvernement, et qu'en signe de protestation, il a démissionné à son poste d'Ambassadeur aux Etats-Unis. L'année suivante,

il a été nommé diplomate résident au Centre pour les études sur la non-prolifération de l'Institut de Monterrey pour les Études internationales, un groupe de réflexion réputé. Il a reçu plusieurs récompenses honorifiques, pour son travail dans la diplomatie et le désarmement.

En 1998, Kofi Annan a demandé à Dhanapala de rejoindre les Nations Unies en tant que Sous-secrétaire Général pour reconstruire le département des affaires sur le désarmement, lesquelles avaient été réduites à un « centre » au département des affaires politiques, sous le mandat de Boutros Boutros-Ghali. Lorsqu'on lui a demandé pourquoi il avait servi à ce poste pendant seulement cinq ans, Dhanapala a répondu, *“j'ai fait ce qu'on m'a demandé et il était temps pour moi de partir.”* Il a ajouté *“Kofi Annan a une admirable personnalité”*, mais il a refusé de commenter le deuxième mandat d'Annan, ou le scandale 'pétrole contre nourriture'.

Description des fonctions

L'entretien a ensuite porté sur le thème de la description des fonctions du Secrétaire général des Nations Unies, et si elles se limitent, comme il est indiqué dans la Charte des NU, à celles "d'un administrateur en chef". Dhanapala a répondu *“il est clair que c'est cela, et beaucoup plus. Je pense que si nous tirons notre expérience du temps de Trygve Lie, de Dag Hammarskjöld et d'autres, on peut conclure que le Secrétaire général incarne les idéaux de l'organisation. Il y a une certaine dimension morale - la capacité d'être un leader et en même temps de reconnaître que vous recevez votre mandat des Etats membres-. C'est une qualité essentielle que le prochain Secrétaire général doit posséder.”*

Ainsi, il est partisan de l'idée, à l'origine promulgué par Paul A. Volcker et maintenant largement répandue à la Maison-Blanche, que le prochain Secrétaire général devrait être accompagné d'un Responsable en chef des opérations (COO). Volcker qui avait mené une enquête indépendante dans le programme pétrole contre nourriture, a proposé que le Conseil de sécurité désigne un éventail de deux candidats, où le COO, tout comme le Secrétaire général lui-même [devraient] être nommés par le Conseil de sécurité et entérinés par l'Assemblée générale. Tout en faisant rapport au Secrétaire général, le nouveau COO aurait le statut conféré par accès direct au Conseil de sécurité. Dhanapala croit que *“en élaborant la description des fonctions du nouveau COO à partir de celles du Secrétaire général adjoint existant, les Nations Unies démontrent plutôt avoir un système de gestion ferme et efficace, au lieu de créer des postes supplémentaires d'adjoints”*. Il croit cependant que le budget devrait rester auprès du Secrétaire général et que le COO devrait être nommé par ce dernier.

En se référant aux défis de la tâche, il a mentionné les accusations de micro-management communément exprimées par les Etats membres, en particulier la réticence du G-77 - la plus grande coalition des pays en voie de développement – d'abandonner le contrôle sur les désignations de haut niveau et sur les questions administratives. De l'avis de Dhanapala, *“une pratique cohérente et patiente de la diplomatie”* est nécessaire pour provoquer la coopération dans de telles circonstances. *“Tout d'abord je ne pense pas qu'il soit nécessaire pour quiconque de*

'renoncer au pouvoir' tel que vous le posez. Deuxièmement, la façon dont nous évaluons les nominations au sein des NU doit être revue. La performance au travail doit être le seul critère de promotion et de nomination. Nous devons œuvrer pour la méritocratie, tout en reconnaissant des aspects de distribution géographique et de genre. Tirer des leçons des secteurs publics et privés est utile, mais nous devons également reconnaître que les NU est une organisation unique. C'est pourquoi, nous devons traiter cette tâche d'une façon pragmatique, mais nous devons aussi reconnaître que cette tâche ne peut pas être entreprise seulement par un spécialiste expert en gestion."

La réforme "abat les murs entre les départements"

S'il était choisi, Dhanapala assure que sa priorité sera la mise en œuvre appropriée des projets de réforme convenus par les Etats membres. *"Il n'y a pas de doute, la réforme est le défi majeur, et ce n'est pas parce qu'un pays l'indique ainsi"*. Faisant montre encore une fois de ses qualités intrinsèques de Diplomate, il a cependant évité de faire des commentaires sur les deux questions les plus controversées de la réforme. A propos de la réforme du Conseil de sécurité, Dhanapala indiquera seulement que la réforme et l'élargissement devraient être traités séparément, et quant au Conseil des droits de l'homme, que *"ces décisions seront prises par les Etats membres. Le rôle du Secrétaire général peut être celui de construire un consensus et d'en assurer une mise en oeuvre appropriée."*

A propos des autres questions de la réforme, Dhanapala a décrit trois catégories de réforme. La première implique la suppression des institutions des NU qui ne fonctionnent pas et l'établissement de nouveaux mécanismes selon les besoins. Il cite comme exemples, le Conseil de tutelle, un corps périmé qui à son avis devrait être supprimé, et la Commission discréditée des droits de l'homme qui doit être remplacée par un concept renouvelé. Un exemple d'une initiative innovatrice de réforme, a-t-il mentionné, est la nouvelle Commission pour la consolidation de la Paix, créée en décembre 2005. Le nouvel organe abat les murs entre les départements et les organes des NU. *"C'est la première fois dans l'histoire qu'une institution des NU sera représentée au sein du Conseil de sécurité, du Conseil économique et social et de l'Assemblée générale. Nous devons travailler à abattre davantage de murs entre les départements et de coordination des principaux organes "*.

La deuxième catégorie de réforme concerne les "réformes du programme " a t-il dit, en exprimant son soutien à la décision en février dernier de revoir les mandats des NU de plus de cinq ans. La troisième concerne la réforme du Secrétariat. Dhanapala croit que *"le Secrétaire général doit avoir de larges pouvoirs discrétionnaires et l'autorité nécessaire pour assurer la mise en œuvre des mandats... il existe un bon équilibre dans la façon dont l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le Secrétariat travaillent tous ensemble... nous devons maintenir l'équilibre qui a été envisagé par ceux qui ont conçu la Charte des Nations Unies."*

Les enjeux pour 2007

A propos de certains problèmes spécifiques auxquels il pourrait faire face s'il était désigné Secrétaire général, un scénario évident qui se pose, étant donné le caractère qui s'y rattache, est celui de la possibilité qu'un état voyou développe des armes nucléaires. Dhanapala évite bien entendu de mentionner un quelconque pays, mais il indique que la suggestion de garantir, à travers l'AIEA, l'approvisionnement en uranium enrichi de la part de pays possédant déjà la capacité nucléaire, est un bon moyen de s'assurer que le matériau soit employé uniquement à des buts pacifiques. *"C'est une idée innovatrice et elle devrait être davantage explorée pour encourager les états à renoncer volontairement à la fabrication d'armes nucléaires domestiques."*

Interrogé sur ce qu'il considère comme la menace majeure à laquelle le monde fait face aujourd'hui, Dhanapala a répondu qu'il n'y a pas qu'une seule grande menace qui plane sur la communauté mondiale : *"Traiter la propagation des maladies en Afrique ou la menace du terrorisme sont d'égale importance pour les Nations Unies, et elles doivent être traitées simultanément. À moins qu'il y ait un désastre naturel, [le Secrétaire général] ne peut pas choisir la priorité d'un pays au détriment d'une autre"*.

Les Nations Unies et la superpuissance

L'une des questions critiques auxquelles il ferait face en tant que Secrétaire général est celle de traiter avec une seule superpuissance du monde. En effet, étant donné le pouvoir exercé par les Etats-Unis dans le processus de sélection, c'est une question à laquelle il a même commencé à faire face en tant que candidat. À son avis, *"les Etats-Unis et les Nations Unies ont besoin l'un de l'autre. Nous devons travailler avec les Etats-Unis, tout en protégeant certains principes fondamentaux de la Charte, comme l'égalité souveraine des Etats. Mais nous devons également reconnaître que tous les Etats ne contribuent pas de la même manière, en ce qui concerne leurs contributions financières au fonctionnement des Nations Unies."* Ayant servi comme Ambassadeur du Sri Lanka à Washington, Dhanapala est bien connu à Washington. Il a également croisé sur son chemin, des membres de l'actuelle administration, dans son travail sur le désarmement, notamment avec l'ambassadeur actuel des Etats-Unis, John Bolton. Dans un article paru dans le Weekly Standard, en 1998, Bolton s'était exprimé sur la nomination de Dhanapala par Kofi Annan, pour conduire le groupe de diplomates qui devaient visiter 'les sites présidentiels' controversés en Irak. Bolton a décrit Dhanapala comme un diplomate "brillant, fortement compétent et énergique", qui n'aurait pas accepté son nouveau poste s'il avait dû "se contenter simplement d'être un nouveau pot de fleurs placé sur les étagères des NU". Interrogé sur son expérience de l'Irak et sur la façon dont les événements ont évolué depuis lors, Dhanapala a dit qu'il n'avait pas été étonné lorsque les Etats-Unis ont décidé d'intervenir en Irak en 2003 sans la bénédiction du Conseil de sécurité des NU. Mais, il est à nouveau pragmatique : *"ce qui est fait est fait, nous devons maintenant travailler à reconstruire l'Irak."*

Et la campagne de sa candidature ?

En 2003, Dhanapala a quitté les Nations Unies et il est retourné au Sri Lanka pour diriger le Secrétariat pour le processus de paix, pour essayer de résoudre le long conflit existant entre le gouvernement du Sri Lanka et les Tigres de libération de l'Eelam Tamoul. Les critiques ont précisé que sous son mandat, le processus de paix n'avait pas avancé. Un cessez-le-feu, convenu en 2002, est toujours officiellement en vigueur, mais les violations par les rebelles sont fréquentes et les entretiens de paix sont bloqués depuis 2003. Lorsque la question lui a été posée sur cette impasse, Dhanapala a dit “ *[les tigres tamouls] ne sont pas prêts à transformer une organisation militaire en une organisation politique.*” Dhanapala a démissionné de son poste au Secrétariat pour la paix du Sri Lanka en novembre 2005, pour se concentrer sur sa candidature pour devenir le chef des Nations Unies. Il est maintenant un haut Conseiller du président du Sri Lanka.

Alors, comment la campagne va-t-elle jusqu'ici, et pense-t-il que la tradition de la rotation géographique est encore recevable? *"Nous nous abstenons délibérément de mener une campagne au profil agressif, parce que ce n'est pas la même chose qu'une élection politique dans son propre pays. C'est quelque chose de plus sacro-saint, presque, et elle doit être menée avec un certain niveau de dignité. Mais il existe une obligation de tous les candidats de présenter leurs qualifications. Il ne s'agit pas d'une action affirmative de l'Asie. Les candidats d'Asie peuvent satisfaire aux critères universels. Ils ne sont pas inférieurs à un candidat d'un autre continent. Les Asiatiques ne demandent rien d'autre que l'égalité des chances".*

Ayca Ariyoruk est chercheur au Centre. Le Centre n'appuie aucun candidat en particulier, mais il oeuvre pour promouvoir l'intérêt du public au processus de sélection du Secrétaire général.